

[Nouvelle publication] Faire entrer le travail du sexe dans le droit commun

Dans un <u>nouveau rapport</u>, GenerationLibre propose de faire entrer le travail sexuel dans le droit commun en France afin d'accorder aux travailleurs et travailleuses du sexe les moyens de leur indépendance.

Dans la plupart des pays du monde, le travail sexuel est combattu par la criminalisation du travail sexuel lui-même, la prohibition de figures tiers associées au proxénétisme ou l'interdiction d'achat d'actes sexuels. La France s'inscrit dans cette lignée, avec l'adoption de la loi du 13 avril 2016 qui pénalise toute forme de clientèle.

L'étude de ces diverses législations nous conduit à constater les mêmes effets : précarité des travailleurs et travailleuses du sexe, relations complexes avec la police, détérioration de leur état de santé ou encore augmentation des violences à leur encontre. Les pouvoirs publics participent à accroître leur isolement.

A l'appui de l'exemple de la Nouvelle-Zélande et de la Nouvelle-Galles du Sud, ce rapport co-signé Daniel Borrillo, juriste, Edouard Hesse, analyste, et Cybèle Lespérance, escort, accompagnatrice sexuelle et ancienne secrétaire générale du STRASS, propose de faire entrer le travail sexuel dans le droit commun afin d'accorder aux travailleurs et travailleuses les moyens de leur indépendance.

L'accès à la justice devient à nouveau garanti, les relations avec les forces de l'ordre, parce que pacifiées, permettent un signalement accru des délits et violences commis à l'encontre des travailleurs et travailleuses du sexe, l'existence d'une véritable concurrence entre espaces de travail restaure leur position de négociation, l'ensemble débouchant sur une amélioration de leur état de santé.

Le politique doit précisément prendre garde à ne pas entraver la concurrence, au risque, comme nous le démontrons, de faire peser des charges administratives et normatives trop lourdes sur les travailleurs et travailleuses, débouchant inévitablement sur la persistance d'un marché informel dans lequel nous retrouverions des phénomènes de prédation et de mise en danger.

Contact presse

Sacha Benhamou
06 13 94 06 13
sacha.benhamou@generationlibre.eu

À PROPOS DE GENERATIONLIBRE

GenerationLibre est un think tank indépendant de tout parti politique. À travers ses publications, GL poursuit trois objectifs : vivre et laisser vivre, pour permettre à chacun de définir ses propres valeurs dans une société ouverte ; briser les rentes, parce que la libre concurrence des échanges comme des idées est le meilleur moyen de contester l'ordre établi ; penser le progrès, pour que les innovations technologiques demeurent au service de l'individu.